

D 956 BRÉSIL: LA STRATÉGIE DE PUISSANCE MOYENNE

L'étude ci-dessous est d'une importance majeure dans le débat politique de fond concernant le Brésil des généraux issu du coup d'Etat de 1964. D'abord parce que son auteur est un militaire, le colonel Cavagnari, et qu'il appartient actuellement à l'Etat-major des armées. Ensuite parce qu'il s'agit d'une conférence publique donnée à l'Université de Brasília, dans le cadre d'un symposium sur "Militaires, Etat et société au Brésil" (texte publié dans le journal "Folha de São Paulo" du 31 mars 1984). Enfin, parce que c'est la remise en cause de la stratégie de "grande puissance" arrêtée pour le Brésil dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler la "doctrine de sécurité nationale" comme philosophie politique du régime militaire brésilien (cf. DIAL D 302). Pendant une quinzaine d'années, l'armée a été le pivot de la politique nationale du Brésil (cf. DIAL D 58, 125 et 366); elle a dicté sa loi (cf. DIAL D 489), avant de révéler ses faiblesses (cf. DIAL 403); elle a abouti à une situation de "pouvoir bloqué" (cf. DIAL 451) et hésité avant de se résigner à la libéralisation politique (cf. DIAL D 560 et 718). Aujourd'hui, ce sont les conceptions fondamentales de la "doctrine de sécurité nationale" qui commencent à être remises en cause. A l'heure où la plupart des régimes militaires latino-américains chancellent, l'évolution de la réflexion politique des militaires brésiliens est sans aucun doute un événement de première grandeur, en particulier pour ce qui concerne l'évolution des rapports Brésil-Etats Unis (cf. DIAL D 352). Avec, en plus, une crise financière majeure (cf. DIAL D 906 et 944), le Brésil a aujourd'hui perdu ses illusions de grande puissance internationale.

Note DIAL

ÉTUDE D'UNE PUISSANCE MOYENNE

(Titres originaux. Intertitres de DIAL)

Il ressort du discours officiel que le problème de la paix et de la guerre, pour la diplomatie brésilienne, est en rapport avec les problèmes de sécurité entre l'Est et l'Ouest, qui dominent les relations internationales depuis la Deuxième guerre mondiale, et avec les problèmes économiques et sociaux entre le Nord et le Sud, qui rendent visible le conflit entre sociétés avancées et sociétés sous-développées. Bien qu'elle reconnaisse l'existence d'effets réciproques contingents entre les deux problèmes, la diplomatie est surtout soucieuse du transfert vers les régions sous-développées des tensions issues de la confrontation entre les super-puissances, tensions qui sont susceptibles de contraindre les pays du Tiers-Monde à s'aligner sur des schémas rigides de pouvoir. On craint surtout que ces pays se vident de toute leur capacité de révolte collective face aux rapports de force dominants, en compromettant ainsi tous les efforts de revendication d'un nouvel ordre économique international.

(Rejet d'une position hégémonique pour le Brésil)

Les pays sous-développés réagissent à l'actuel système économique international parce que celui-ci les soumet à un mode de division internationale du travail qui les condamne indéfiniment à la misère. La méfiance du Tiers-Monde envers les pays sous-développés découle en partie de l'utilisation du dit système par les démocraties industrielles pour leur bénéfice propre. Cette situation empêche les initiatives prises à l'insu des pays développés de se structurer en ensembles d'intérêts capables de subvertir les rapports de force dominants. Pour les sous-développés, la suppression de cette situation inacceptable doit contribuer tant à stabiliser l'économie internationale (étant donné que la crise mondiale est celle du système lui-même) qu'à empêcher l'éclosion de conflits locaux et régionaux dans le Tiers-Monde ne faisant qu'aggraver le conflit Est-Ouest. A l'évidence, l'accord entre les parties intéressées à la solution du problème, en vertu duquel la moitié de la population mondiale reste confinée dans le sous-développement et 20% de cette population enfermée dans la pauvreté absolue, ne pourra se faire que lorsque seront définis les modes de la coopération, de sorte que les avantages soient réciproques.

Face à une telle réalité, le discours diplomatique est explicite, pour ce qui est des intentions de la politique extérieure brésilienne, quand il rejette le statut de puissance hégémonique comme condition du renforcement de la présence internationale du Brésil; cela, dans le but de ne pas reproduire à un autre niveau les rapports de force qui sont aujourd'hui condamnés par les pays sous-développés. La signification éthique de ce rejet, qui se traduit par des efforts dans le sens de la coopération et d'une priorité accordée à la négociation dans le règlement des conflits, n'est pas contredite par la recherche insistante des choix les meilleurs dans la variété des relations possibles, ni non plus par la prudence dont fait preuve la diplomatie brésilienne pour éviter des engagements absolus et des risques inutiles.

Il est vrai qu'un tel rejet a également une signification stratégique: un exercice ostensible de la totalité des potentialités politiques aurait pour effet de susciter des résistances inutiles et de compromettre ainsi des projets futurs.

LE CONFLIT ENTRE LES DEUX SUPER-PUISSANCES SE RÉPERCUTE DANS LE TIERS-MONDE

Toute l'approche politico-stratégique de la réalité mondiale a nécessairement comme référence principale le conflit Est-Ouest. La bipolarisation est également réelle sur le plan militaire: pour l'heure, les Etats-Unis et l'URSS sont les seuls pays capables de faire intervenir leur force militaire dans n'importe quel point du globe (1). Cette capacité concrète entre les deux super-puissances détermine la nature de leurs relations bilatérales (menacées presque en permanence par des crises), tout comme elle conditionne l'ensemble des relations internationales, dans une perspective de pouvoir, vers une hégémonie mondiale. En dépit de l'existence d'une parité en termes de capacité nucléaire, laquelle dépasse le seuil de destruction tolérable par les super-puissances, il y a un déséquilibre de pouvoir favorable aux Etats-Unis et à leurs alliés principaux (Japon, Allemagne de l'Ouest, France et Angleterre) qui leur permet théoriquement d'avoir l'avantage dans la course aux armements, du fait qu'ils disposent d'une plus grande souplesse économique et d'une meilleure capacité scientifique et technologique que le bloc de l'Est.

(1) Notes originales du document en dernière page (NdT).

On observe que les Etats-Unis cherchent actuellement à rompre l'équilibre stratégique global pour tirer profit d'une telle situation de force. La course aux armements, dans ce cas, devient le principal instrument de l'affaiblissement du bloc soviétique, lequel se verra contraint de riposter à cette menace militaire par l'augmentation correspondante dans le déploiement de nouveaux systèmes d'armes, pour retrouver des niveaux comparables à ceux des Etats-Unis. Mais comme dans une guerre nucléaire personne n'est en état de contrôler sa conclusion (2), il ne reste aux Etats-Unis, pour obtenir l'hégémonie par immobilisation de l'Union soviétique, qu'à augmenter leur capacité d'annulation des effets d'une attaque nucléaire ennemie, c'est-à-dire par la destruction des missiles soviétiques sur leur trajectoire entre la base de lancement et la cible. Cette intention est explicite dans la conception stratégique nord-américaine, en vertu de laquelle les Etats-Unis ne conçoivent le contrôle de l'URSS que par le maintien d'une supériorité militaire absolue, en termes de système central stratégique, tout en s'efforçant d'empêcher par tous les moyens possibles de nouvelles avancées stratégiques soviétiques.

Il faut reconnaître que l'expansionnisme soviétique ne sera pas freiné par la seule perspective d'une course aux armements effrénée, provoquée délibérément pour conduire l'URSS à la crise économique (3). L'union soviétique est disposée à mettre son pouvoir militaire au service de l'expansion de son influence là où l'opportunité s'en fait sentir, soit pour l'imposer quand il y a des vides stratégiques, soit pour la rétablir quand elle a fait l'objet d'une forte pression de la part d'un camp considéré comme dépendant de ses intérêts stratégiques, ainsi que ce fut le cas avec la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne et l'Afghanistan. Sa manoeuvre stratégique est menée de façon à neutraliser l'Europe occidentale, à augmenter l'influence soviétique et le contrôle dans le Golfe persique, à compléter l'encerclement de la Chine, ainsi qu'à créer des problèmes aux Etats-Unis, en Amérique centrale, dans les Caraïbes et en Afrique australe. Il y a une certaine dose de prudence dans l'attitude soviétique, consistant à essayer d'amener les Etats-Unis à la capitulation sans violer son système central stratégique.

(Le partage de Yalta et le Tiers-Monde)

Pour écarter le danger immédiat d'une confrontation générale, le conflit est géré par les deux super-puissances dans des régions extérieures au théâtre principal (l'Europe), c'est-à-dire le Tiers-Monde, où les aspects politiques ont plus d'importance que les aspects militaires. Comme les crises se produisent dans ces régions (depuis la Deuxième guerre mondiale, d'ailleurs), l'implication des pays sous-développés dans les systèmes de sécurité des deux super-puissances a été favorisée de façon agressive. L'une des méthodes utilisées est le trafic intense du commerce des armes, dont les principaux fournisseurs (Etats-Unis, URSS, France, Angleterre et Allemagne de l'ouest) contrôlent près de 95% des ventes faites au Tiers-Monde. Les pays sous-développés consomment plus de 30% de la production mondiale d'armement, gaspillant ainsi des ressources déjà faibles pour des projets sociaux prioritaires. La majorité de ces pays n'ont pas besoin de cet armement, car il n'y a aucune menace militaire concrète contre leur souveraineté qui justifierait la mise en oeuvre d'un tel programme d'armement. Pour les grandes puissances, c'est une méthode efficace pour exercer leur influence, en plus du fait qu'il y a là une source d'excédents leur permettant d'investir dans leurs propres programmes de développement scientifique et technologique. Le plus inquiétant, par dessus tout, est la participation croissante du Tiers-Monde dans la course aux armements déclenchée par les super-puissances.

Une telle réalité explique en partie pourquoi les pays sous-développés n'obtiennent aucun succès dans leur tentative de modification de l'actuel ordre économique international, en ne faisant pression que sur les démocraties industrielles. La modification recherchée non seulement n'est pas synonyme de garantie d'une application correcte des ressources en fonction des besoins essentiels des populations nécessiteuses; mais elle ne vise pas non plus à un transfert de bénéfices sans contreparties d'ordre politique, en particulier celles à résonance stratégique. A l'évidence, les pays développés, les Etats-Unis particulièrement, ne sont guère disposés à procéder à une redistribution de la richesse à l'échelle mondiale, qui modifierait ou subvertirait les rapports de force actuels, sans avoir la garantie que les avancées stratégiques soviétiques seront effectivement contenues et que le Tiers-Monde deviendra fiable dans le contexte du conflit Est-Ouest.

LE POINT DE VUE DE LA DIPLOMATIE S'OPPOSE AU TRIOMPHALISME DU DISCOURS GÉOPOLITIQUE

Les Etats-Unis s'efforcent d'amener le Brésil à participer au système de sécurité de limitation de l'expansionnisme soviétique. Le souhait de ce pays serait d'obtenir une participation brésilienne dans deux zones stratégiques: l'Amérique centrale et les Caraïbes, d'une part, et l'Atlantique sud, d'autre part. En ce qui concerne la première zone, la diplomatie brésilienne repousse la solution de force, laquelle a été historiquement habituelle dans la région, la seule variante venant des modalités de l'intervention militaire nord-américaine; la diplomatie brésilienne préfère s'en tenir à une attitude modérée dans cette région, attitude axée sur la recherche de solutions politiques aux problèmes locaux. Pour le Brésil, le souci majeur n'est pas la déstabilisation de la zone, mais la projection de son instabilité sur la partie nord du continent sud-américain et la détérioration conséquente de structures politiques et socio-économiques déjà précaires.

La divergence essentielle entre les deux pays, en termes de sensibilité stratégique, porte sur la solution appropriée au problème de la sécurité dans l'Atlantique sud. Tant le Brésil que les Etats-Unis ont des intérêts communs concernant cette route maritime, tout en reconnaissant que ce problème est un sous-produit du problème politique de l'Afrique australe (qui n'est pas encore nécessairement un problème militaire) et une extension possible de l'Océan indien, zone probable de confrontation entre les grandes puissances. L'intérêt des Etats-Unis est d'intégrer dès maintenant l'Atlantique sud dans leur dispositif stratégique, alors que le Brésil entend le conserver le plus longtemps possible comme zone démilitarisée. Dans l'immédiat, il est probable que les Etats-Unis ne chercheront pas à imposer au Brésil la formation d'un pacte militaire pour la défense de l'Atlantique sud; ils attendent que le Brésil prenne clairement conscience de ses intérêts stratégiques propres dans cette zone. Pour le moment, la diplomatie brésilienne est convaincue que les intérêts stratégiques brésiliens se limitent à l'Amérique du sud, où la présence diplomatique prend la dimension d'une présence stratégique. Parce qu'elle reconnaît que le pays ne dispose que d'une capacité militaire réduite par rapport à l'ampleur de ses intérêts internationaux, avec de faibles possibilités d'influer par la force sur la scène mondiale, la diplomatie brésilienne n'est plus sensible, en termes de sécurité, qu'aux événements politiques susceptibles d'affecter l'équilibre sud-américain de pouvoir.

(Géopolitique contre diplomatie)

D'une manière générale, l'opposition systématique de certains secteurs de la société civile à la politique extérieure brésilienne, en prenant

l'action diplomatique comme référence, consiste d'une part à souligner que le Brésil ne met pas en œuvre toute la capacité politique dont il est porteur, en négligeant d'exercer son influence dans le cadre d'une alliance d'intérêts concrets; cette opposition consiste, d'autre part, à remettre en cause la perspective selon laquelle le Brésil relève du Tiers-Monde, dont l'existence ne résiste pas à une approche conceptuelle (4). Ces deux angles de critique ont la même signification: les intérêts brésiliens se trouvent dans les démocraties industrielles et, pour des raisons évidentes, en Amérique latine; c'est-à-dire que l'intérêt national se trouve là où sont les intérêts permettant de garantir le règlement de la crise intérieure, la reprise de la croissance économique nationale. Du point de vue économique, la critique est recevable; mais d'un point de vue plus élargi, surtout d'ordre politique et stratégique, c'est vouloir précipiter une décision qui risque d'aggraver les relations de dépendance entre le Brésil et les pays développés, en particulier les Etats-Unis. Bref, le pays ne dispose pas d'un excédent de pouvoir lui permettant de devenir l'acteur essentiel d'un système de sécurité en vertu duquel il serait obligé d'accepter des responsabilités concrètes dans une zone en crise.

Dans la même ligne de pensée, l'apparente vision généreuse de la diplomatie brésilienne se voit opposer le triomphalisme du discours géopolitique, lequel s'applique à démontrer que le Brésil sera d'ici à la fin du siècle une grande puissance prenant rang aux côtés du Japon, de l'Allemagne de l'ouest, de la France et de l'Angleterre. En thèse, la majorité des schémas géopolitiques font état d'une prétention du Brésil à l'hégémonie en Amérique du sud et surestiment sa participation actuelle aux instances mondiales de décision, en prenant comme référence son profil de puissance moyenne située dans le troisième tiers des dix plus grandes puissances mondiales. Cette estimation découle de la méthodologie utilisée par la géopolitique et consistant en une approche des facteurs géographiques (en résumé, l'espace et la position) structurés autour d'indicateurs déterminés et déterminants (c'est-à-dire l'importance du PNB, l'extension territoriale, les ressources naturelles et la population), sans tenir compte de l'aspect qualitatif de ces indicateurs, du degré de sécurité souhaitable pour la société civile, ni de la capacité réelle du pays à trouver sa place dans les rapports de force mondiaux.

L'équivoque du discours géopolitique est autant d'ordre conceptuel que d'ordre méthodologique. Ce discours n'est pas scientifique, mais une simplification de la réalité en lien avec un propos spécifique et concret. La géopolitique ne dispose pas d'un corpus systématisé et vérifié de lois générales et universelles, même si elle s'offre à servir de cadre théorique à la politique extérieure. La réalité se joue des évaluations géopolitiques: la croissance brésilienne des dernières années a enregistré des progrès considérables en comparaison des pays sous-développés, mais elle n'a pas réussi à réduire l'écart par rapport aux démocraties industrielles. Le PNB brésilien correspond approximativement à 8 % du PNB des Etats-Unis et à 50 % du PNB de l'Angleterre, respectivement la première et la dernière des grandes puissances. Le revenu per capita du Brésil ne dépasse pas les 20 % de la valeur du revenu per capita de la moyenne des pays développés. Dans le domaine de la recherche scientifique et du développement technologique, l'investissement brésilien (près de 0,70 % du PNB) correspond à 2 % de l'investissement nord-américain et à 15 % de l'investissement britannique. Aussi le point de vue diplomatique sur la réalité brésilienne est-il plus sensé que le discours géopolitique quand il reconnaît l'existence de problèmes internes typiques du sous-développement (concentration du revenu et importantes déficiences dans l'ordre de la santé, de l'alimentation, du logement et de l'éducation) ainsi que d'une situation de dépendance dans le système économique international (pays importateur de capital et de technologie).

LE PAYS N'EST PAS ENCORE UN GRAND FABRICANT MONDIAL D'ARMEMENT

Théoriquement, les limites du théâtre de la stratégie d'une unité politique coïncident avec les limites du théâtre de la diplomatie (ce qui n'est pratiquement vrai que pour les super-puissances). Cependant, les relations internationales sont déterminées par les rapports de force entre Etats, dont la structure d'interaction est hiérarchique. De même que les rapports de force définissent la conduite et les intérêts des unités politiques dans le système international, de même la position qu'occupe chacune d'elles dans la hiérarchie des forces se traduit-elle en capacité d'imposer sa volonté aux autres, pour l'affirmation et la garantie de ses intérêts. Il s'ensuit que la portée de l'action stratégique est à la mesure de cette capacité qui ne correspond généralement pas aux besoins de la diplomatie. C'est-à-dire que la présence de la diplomatie ne revêt pas la dimension d'une présence stratégique, étant donné qu'une part des relations diplomatiques se joue sans le recours à la force. Dans ce cas, on se trouve devant une contraction de l'espace où se jouent les actions stratégiques, lesquelles impliquent la possibilité de l'usage de la violence pour parvenir aux fins arrêtées par la politique (5).

La stratégie a pour fonction de régler des conflits qui, même en termes de possibilité, supposent l'emploi violent du pouvoir (pas nécessairement l'emploi de la force militaire). Comme méthode de la politique, la stratégie s'ouvre toujours sur la possibilité de l'emploi violent du pouvoir, de façon à obtenir des avantages dans tel rapport de force. Cette possibilité résulte de la capacité qu'a une unité politique d'imposer sa volonté à une autre unité, dans le cadre d'un même rapport et d'un espace spécifique (son scénario stratégique). Cela ne veut pas dire qu'un pays renonce à promouvoir ses intérêts stratégiques au-delà de cette capacité qui est la sienne, dont la garantie ne tiendrait qu'à son effort diplomatique. Si l'on admet que l'existence d'un intérêt stratégique n'appelle pas nécessairement l'existence de la capacité stratégique à le promouvoir ou à le défendre, il appartient à l'action diplomatique de l'ajuster de façon appropriée dans une perspective de conflit continu et de menace de guerre.

Il y a plusieurs facteurs qui permettent de mesurer la capacité stratégique d'un pays, mais ce sont le niveau de recherche scientifique et de développement technologique et la qualité de la force militaire qui donnent pour l'essentiel la mesure de cette capacité stratégique et situent telle unité politique sur l'échelle du pouvoir mondial. D'ailleurs, c'est le secteur technologique qui permet la prospérité économique, augmente l'influence politique et situe la force militaire. La dimension géographique continentale, l'accès aux mers et la population sont les compléments nécessaires d'une définition de la vocation d'une unité politique à jouer un rôle de grande puissance. Cependant, sans la maîtrise technologique et sans la possession d'une force militaire moderne, aucun pays n'est apte à s'affirmer comme grande puissance.

(Le rêve irréaliste du Brésil-grande puissance)

Les pays sous-développés, qui représentent plus de 70 % de la population mondiale, ne détiennent que 5 % de tout l'effort mondial dans le domaine de la recherche scientifique et du développement technologique. Ce pourcentage traduit un déséquilibre alarmant qui va en s'aggravant, au bénéfice des pays qui disposent déjà d'une vaste infrastructure de recherche. Dans les secteurs de pointe, à la technologie la plus avancée et la plus sophistiquée, le développement est tellement rapide que les pays sous-développés atteignent la

maturité, dans l'application technologique industrielle, sur la base de technologies dépassées. La modernisation industrielle de ces pays se fait par l'importation et, dans certains cas, par le transfert de technologies élaborées à l'étranger, avec un investissement autonome réduit en termes de capacité scientifique et technologique. Ce que font ces pays, dans leur quasi totalité, c'est de reproduire des technologies importées sans se préoccuper d'édifier des structures d'absorption propres à éviter que le processus de reproduction se continue indéfiniment. On constate que tout effort dans le sens d'un transfert de capacité de production technologique s'est soldé en transfert de capacité de reproduction technologique. L'aggravation du déséquilibre ne peut qu'être croissante dans les secteurs de pointe, considérés comme stratégiquement sensibles par les grandes puissances de la part desquelles les restrictions au transfert pourront devenir plus amples et plus rigoureuses.

Il est vrai que le Brésil a beaucoup progressé dans le domaine scientifique et technologique par rapport aux pays sous-développés; mais les efforts faits ne permettent pas de réduire le fossé qui le sépare des grandes puissances. Par contraste avec cette réalité, il est significatif de voir le développement de l'industrie brésilienne de l'armement - dont le succès doit être crédité à l'intégration Etat-entreprise privée - se traduire en continuité dans la recherche et en compétence dans le commerce extérieur. Les clients sont répartis entre l'Amérique latine, l'Afrique et le Moyen-Orient, servis par des produits militaires d'une technologie de sophistication moyenne. Cependant, comparé avec les résultats des grands producteurs mondiaux, le résultat obtenu quant au niveau de technologie absorbée et au volume des ventes à l'extérieur est encore modeste. Bien qu'il occupe la cinquième ou la sixième position mondiale et possède la plus grande industrie d'armement du Tiers-Monde, le Brésil n'est pas encore le grand fabricant mondial: les ventes totales, près de 2,5 % du total des exportations brésiennes, correspondent à peu près à 2 % des ventes totales nord-américaines et à 0,7 % des ventes totales mondiales. Quoi qu'il en soit, c'est une industrie qui exerce une fonction pédagogique dans la recherche scientifique et dans le développement technologique; elle contribue à réduire la dépendance technologique et militaire du pays (6).

L'AVANCÉE BRÉSILIENNE N'EST PAS SYNONYME D'HÉGÉMONIE,
PAS MÊME EN AMÉRIQUE DU SUD

Si l'on prend comme références les ingrédients de pouvoir utilisés dans le discours géopolitique (extension territoriale, ressources naturelles, population et importance du PNB) et les indicateurs de qualité tels que les besoins de base (santé, alimentation, logement et éducation), la recherche scientifique et le développement technologique, la production industrielle et la puissance militaire, force est de constater que le Brésil est une puissance moyenne dont le théâtre stratégique est contenu à l'intérieur des limites de l'Amérique du sud. La position qu'il occupe dans la hiérarchie mondiale de pouvoir, comme premier pays sud-américain, lui concède par extension le statut de puissance régionale la plus grande. Son actuelle capacité stratégique est suffisante pour lui permettre d'évoluer sur ce théâtre dans le sens de la défense de ses intérêts vitaux; mais elle ne lui confère pas le degré d'autonomie suffisant pour se lancer dans des initiatives stratégiques.

La limitation de l'autonomie stratégique du Brésil est la conséquence de l'hégémonie exercée en Amérique latine par les Etats-Unis, lesquels lui retirent son avantage de pouvoir par rapport aux pays sud-américains et restreignent son usage de la force à la défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale, en cas de menace. C'est une imposition qui

résulte de l'intégration de l'ensemble de l'espace mondial aux schémas de pouvoir imposés par les super-puissances. Toute action stratégique qui provoque des ruptures dans un équilibre régional déterminé se répercute dans ces schémas; il s'ensuit que sont interdites les initiatives stratégiques isolées qui les perturbent (*). Ainsi, l'usage autonome de la force par une puissance régionale est-il voué à l'échec en raison de son incapacité à subvertir efficacement le rapport hégémonique imposé.

(Comment devenir autonome par rapport aux Etats-Unis)

Une telle imposition ne représente pas une situation définitive, condamnant le Brésil à rester confiné en permanence dans un espace géopolitique contracté, ou lui retirant toute possibilité d'accéder à l'autonomie recherchée sur le théâtre stratégique de ses rapports internationaux. Le développement progressif de sa capacité stratégique doit lui permettre, probablement au début de la prochaine décennie, d'élargir son théâtre stratégique et d'augmenter son autonomie régionale par rapport aux Etats-Unis. Cette avancée ne sera pas synonyme d'hégémonie, même en Amérique du sud. Depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, le champ stratégique mondial s'est unifié et chaque théâtre stratégique, où s'affrontent des intérêts locaux en recherche d'hégémonie régionale, s'est rattaché au théâtre plus vaste recouvrant les intérêts de l'une des super-puissances. Par conséquent, les hégémonies régionales ne peuvent s'imposer qu'avec l'accord de cette super-puissance dans sa zone d'influence. Plus exactement: aucune puissance régionale n'a de chance de s'affirmer à travers des initiatives stratégiques propres si celles-ci vont à l'encontre des super-puissances concernées.

Le raisonnement sur la réalité actuelle du rapport de force ne se limite pas à la prise de conscience de cette impossibilité conjoncturelle; il englobe la constatation que le Brésil n'est en état ni de diriger ni d'influencer le cours des événements au-delà de ses frontières, en accord avec ses intérêts. Dans ces conditions, toute tentative d'élargissement du théâtre stratégique actuel à un espace géopolitique plus vaste (par exemple l'Amérique du sud, l'Atlantique sud et l'Afrique australe) aura nécessairement un coût élevé, étant donné qu'une telle initiative ne pourra avoir lieu que si le Brésil s'intègre à son niveau ^{au schéma} de pouvoir géré par les Etats-Unis. En conséquence, l'alternative la plus avantageuse continue d'être, pour l'instant, celle qui privilégie, dans les relations internationales, la méthodologie de la coopération (et dans ce type d'interaction, le plus compétent est le bénéficiaire) et du règlement pacifique des conflits, et qui s'emploie à sauvegarder la stabilité continentale comme à retarder, le plus longtemps possible, la militarisation de l'Atlantique sud.

(*) Ainsi en est-il, à titre d'exemple, de l'initiative diplomatique du Groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) dans le conflit centro-américain. On sait que l'initiative est loin de recueillir l'assentiment du gouvernement nord-américain (NdT).

Notes : voir page suivante.

Notes

(1) Raymond Aron, "Paz e Guerra entre as Nações", Brasília, Editora Universidade de Brasília, 1979, p. 23. Cette proposition est mieux adaptée à la compréhension du conflit mondial que celle formulée autour des centres autonomes de décision qui, conjointement avec les deux super-puissances, constituent le noyau principal des rapports de force mondiaux. Face à la supériorité militaire contrastée des super-puissances par rapport aux autres grandes puissances, l'autonomie de tels centres de décision est fonction de l'avantage qu'imprime une certaine uniformité aux comportements stratégiques respectifs. La fameuse "indépendance nucléaire" de la France, replacée dans ce contexte de pouvoir, n'a guère d'efficacité au-delà d'une rhétorique de la "grandeur": si l'Union soviétique décidait d'envahir la France et que les Etats-Unis ne s'intéressent pas au sujet, cette "indépendance" permettrait tout au plus de détruire Kiev.

(2) Amilcar O. Herrera, "A Grande Jornada", Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1982, pp. 42-44. L'actuelle conception stratégique nord-américaine est à l'opposé de cette assertion, par l'acceptation de la guerre nucléaire totale comme "risque calculé". Cette acceptation signifie qu'elle peut être gagnée, à condition que le système destructif restant soit en état de garantir la continuation de la structure de pouvoir.

(3) Cornelius Castoriadis, "Diante da Guerra", v. 1, São Paulo, Editora Brasiliense, 1982, pp. 111-159. En Union soviétique il y a une ligne de démarcation qualitative entre la production militaire et la production civile qui renvoie à une démarcation qualitative en termes de ressources humaines, d'organisation de la production et de comportement de ceux qui sont dans la production. L'intérêt d'un élargissement de la technologie militaire au reste de l'économie se heurte à un problème de coûts, se soldant par une situation privilégiée du secteur militaire. Le complexe militaro-industriel soviétique concerne quelque 10 millions de personnes, qui représentent le secteur de plus grande productivité et jouissent de privilèges supérieurs à ceux de la main d'oeuvre employée dans la construction civile. Les entreprises appliquées à la production militaire sont libres de l'ingérence de la bureaucratie de l'Etat et du Parti, car elles produisent en fonction de commandes précises, avec de strictes spécifications quant à la qualité du produit. Le sacrifice de l'économie soviétique à la société militaire permet de dégager l'excédent nécessaire au développement du programme d'armement. Le développement de l'économie non militaire, en termes d'augmentation de la prospérité et du bien-être, ne compromet pas seulement la capacité de faire face à la course mondiale aux armements; il produit aussi des effets nocifs pour le régime en rendant possible la perte de contrôle, par le Parti, de la société civile.

(4) Il n'existe pas de critères de définition du concept de Tiers-Monde. Définir son extension est un exercice théorique épuisant. La ligne d'équateur, le niveau de développement économique ou la représentativité du système politique ne constituent pas, pris chacun en eux-mêmes, des traits caractéristiques d'un tel concept.

(5) La réduction du concept de stratégie, considéré comme l'art d'utiliser la force pour parvenir aux buts définis par la politique, est défendue par les théoriciens classiques: Karl von Clausewitz, "De la Guerre", 2e éd., Mexico, Editorial Diogenes, 1979, 3 v.; B.H. Liddell Hart, "As Grandes Guerras da História", São Paulo, IBRASA 1963; et Raymond Aron, "Paz e Guerra entre as Nações", op. cit.; elle est aussi adoptée par les théoriciens modernes dans les sociétés avancées. A l'opposé de cette tendance, on trouve les approches menées dans les pays sous-développés qui reconnaissent à la stratégie la condition de méthode exclusive et unique pour atteindre les objectifs de toute nature fixés par la politique. A l'origine de cette tendance on trouve Erich Ludendorff, en passant par les théoriciens français de la guerre révolutionnaire, pour arriver aux schémas théoriques d'André Beaufre. Le concept de "stratégie totale" a supprimé la distinction entre paix et guerre ("car seule la paix parfaite ne serait pas la guerre", comme dit Aron) et inversé la proposition de Clausewitz ("La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens"). Son adoption a été justifiée par la majorité des pays du Tiers-Monde, car la lutte contre le sous-développement a été considérée comme une "guerre". Il a conduit, dans la majorité des cas, à une mobilisation aveugle de tous les secteurs de la vie nationale, sans pour autant rendre ces pays plus prospères ni plus libres.

(6) Pour Cornelius Castoriadis, "Diante da Guerra", op. cit. p. 112, de même qu'un pays industriellement avancé sans industrie de guerre peut, dans l'espace de quelques années, implanter un formidable complexe militaro-industriel, de même un pays possédant une industrie de cette nature peut, dans l'espace de quelques années, moderniser l'ensemble de son industrie.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441